

# Itopie: 10 ans d'informatique alternative

*L'informatique peut-elle être «libre», «éthique» et «soutenable»? Au-delà de ce qui sonne comme autant d'oxymores, c'est bien le pari que relève itopie au quotidien. Avec un certain succès puisque la coopérative, établie dans une petite rue conviviale à deux pas de la gare Cornavin à Genève, a fêté le 4 juin dernier les 10 ans de sa création (voir les photos dans l'article). **Samuel Chenal**, l'un des coopérateurs salariés, nous en parle avec enthousiasme.*

## Comment l'aventure d'itopie a-t-elle commencé?

Les sept membres fondateurs se sont inspirés d'une entreprise individuelle qui existait déjà pour fonder le 7 juin 2012 une coopérative du même nom (l'initiateur de la société individuelle figure parmi les membres fondateurs de la coopérative). Le but était de relier les gens et de créer un nouveau dynamisme. Au début, la coopérative était essentiellement orientée sur la réparation, la revalorisation d'ordinateurs en fin de première vie, l'assistance des clients sur les ordinateurs. Très rapidement, les membres se sont assez naturellement mis à promouvoir les logiciels libres, d'autant plus que cela faisait sens dans la philosophie fixée dans le cadre de la coopérative. itopie, c'est une utopie informatique: une utopie concrète, non pas inatteignable mais, malgré tout, à l'heure actuelle, en complet décalage avec l'informatique dominante, il faut le reconnaître.

itopie a connu des années difficiles, en 2016 et 2017. Il a fallu entamer une restructuration et demander différentes formes de soutien, financier notamment. Nous sommes aujourd'hui beaucoup plus sereins, avec de nombreux partenariats et projets, même si la coopérative reste fragile. Actuellement, nous avons 176 membres et six salarié·es – dont je fais partie – à temps partiel: les six, nous travaillons à 60%, pour le même salaire. Et il faut ajouter les deux apprenti·es et les deux stagiaires puisque nous sommes une entreprise formatrice. Au niveau de la prise de décision, nous essayons d'avoir une approche démocratique et constructive: après discussions, on vise non pas la majorité mais une forme de consensus. Chaque salarié·e a globalement les mêmes responsabilités, même si nous avons nos prés carrés évidemment, selon nos domaines de spécialisation.

## A quoi ressemble la coopérative au quotidien?

C'est un peu une fourmilière. La boutique avec le magasin est ouverte trois demi-journées par semaine ainsi que le dernier samedi matin du mois. Nous proposons aussi toute une série de services, comme la création et la gestion de sites web et des formations sur les logiciels libres. Et d'autres activités gravitent autour: nos membres partenaires indépendants, réalisent des missions informatiques pour nous sur mandat. Les membres ont des rôles et des intérêts différents dans la coopérative, et on

les croise ici. itopie est une sorte de tiers-lieu où tout le monde est accueilli. Un mercredi soir par mois, nous avons un apéritif coopératif: avant le Covid, nous y ajoutions une présentation sur un sujet qui pouvait intéresser les membres (sur la cybersécurité, sur wikimédia CH...). Enfin, il y a encore toute la gestion de parcs informatiques qui ne se passe pas ici mais directement dans les petites entreprises, essentiellement du réseau de l'Economie Sociale et Solidaire à Genève (APRES).

## On ne peut pas viser une informatique soutenable sans consommer moins!

**Quand on pense à l'informatique, on peine à imaginer des «alternatives». C'est pourtant ce que vous faites: suivant quels axes?**

On en a défini trois pour une informatique plus «soutenable» – adjectif que l'on préfère à «durable». Le premier axe, c'est la sobriété: ce point est essentiel, on ne peut pas viser une informatique soutenable sans consommer moins! Je souscris à l'idée que le numérique est une ressource essentielle mais qui n'est pas renouvelable et qui s'épuise inéluctablement. En ce sens, il faut reconsidérer les usages que nous faisons du numérique et ne privilégier que ceux qui sont utiles à la transition écologique et sociale, et sobres sur le plan environnemental: Cela implique forcément des décisions désagréables qui vont provoquer de vives réactions. Dans une perspective de sobriété numérique assumée, comment accepter le déferlement d'objets connectés (IoT), l'e-sport, les monnaies électroniques spéculatives, l'explosion de la vidéo HD et au-delà, l'intelligence artificielle et le *big data*? Ce qui devient intéressant et même enthousiasmant, c'est qu'on va devoir faire de vrais choix de société pour savoir ce qu'on numérise et ce qu'on laisse en mode analogique, voire ce qu'on va dénumériser. Certaines choses fonctionnent très bien en analogique. Pourquoi veut-on tout numériser? Ma réponse, c'est qu'on est passé dans une ère où technologiquement tout est possible, et donc on le fait! Est-ce que ça a un sens? Non, mais on le fait quand même. C'est devenu très compliqué de dire qu'il faut aller à l'encontre du discours dominant et dire que certains domaines, voire un grand nombre, ne devraient pas être numérisés. On pourrait alors imaginer que ces domaines



aient un numérique *low tech*, c'est-à-dire à basse technologie, réparable facilement, peu consommatrice en ressources, qui tiendrait non pas des années, mais des décennies. On répare bien des trains qui roulent 60 ans, pourquoi ne pourrait-on pas le faire avec l'informatique?

Le deuxième axe, ce sont les communs. L'économie actuelle souffre d'un énorme problème, c'est le modèle des entreprises dominantes: le logiciel propriétaire (ou «privateur») qui enferme les gens dans des cages dorées, empêchent de prendre des décisions éclairées, et qui gaspillent un nombre incroyable de ressources. Il faut revenir à une informatique beaucoup plus libre et transparente: valoriser le service plutôt qu'avoir une économie de rente.

On en arrive ainsi à notre troisième axe qui est le rejet de toute forme d'économie de la surveillance; c'est le modèle développé par Google au début du millénaire pour valoriser son moteur de recherche et que suivent les grandes entreprises: la captation et la valorisation des données personnelles dans des projets qui sont extrêmement opaques, que ce soit en lien avec les services de renseignements des Etats – démocratiques ou pas –, ou pour influencer des élections (celle de Trump) ou des votations (le Brexit par exemple), ou encore le ciblage publicitaire de masse, lui-même facteur aggravant des pollutions et des problématiques climatiques. Quand on analyse les discours des GAFAM et de leurs concurrents chinois, on voit qu'ils

ne sont en faveur d'aucune forme de transition écologique: l'un veut coloniser Mars parce que la Terre est détruite, l'autre pense qu'il faut se réfugier dans un monde virtuel parce que le monde actuel est effectivement un peu triste et déprimant. On voit donc que ces géants ont bien compris ces problèmes, mais ce n'est pas leur cheval de bataille: ils ont une politique mercantiliste qui vise à toujours plus de consommation, et toujours plus de pouvoir par les données. C'est à rejeter radicalement!

## Mais il y a tout de même les smart cities qui marieront écologie et numérique...

(Rires!) Et bien c'est là que la sobriété entre en jeu, une idée avec laquelle la *smart city* est en total désaccord. D'ailleurs on le voit: dans les congrès *smart cities*, tous les géants du numérique y sont. Evidemment, puisqu'on y parle de données et de numérisation. A itopie, nous sommes contre le solutionnisme technologique parce qu'il apporte sa légion de problèmes. La trottinette électrique est un exemple symptomatique: des gens qui allaient au travail à pied ont remplacé la marche par la trottinette électrique; ils ne remplacent pas la voiture, mais à la rigueur le transport public de proximité et la marche. Les gens deviendront encore plus sédentaires qu'ils ne le sont actuellement! Ce qui engendrera de graves problèmes de santé pour des gens qui ne bougent plus. C'est la même chose avec les béquilles numériques, comme les tablettes pour dessiner ou mâcher le travail qu'on introduit dans les classes et qui enlèvent la notion même d'effort.

**Justement, itopie s'engage aussi dans l'association RUNE-Genève qui soutient notamment une école de qualité et questionne l'enseignement par le numérique<sup>1</sup>. Peux-tu nous rappeler les différentes étapes?**

Tout est parti de trois professionnels parents d'élève, une enseignante, un informaticien et une chargée de communication. Ils ont lancé une pétition de demande de moratoire de formation par le numérique à l'école primaire. Trois groupements ont soutenu cette pétition, l'Association des Logopédistes Indépendants de Genève (ALIGE), le groupe enseignement du Syndicat des services publics (SSP-Genève) et nous! On constate tous des problèmes, chacune et chacun à notre niveau. A l'origine, il y a aussi une certaine frustration démocratique en lien avec le Plan d'Études Romand (PER), structure intercantonale, qui n'a jamais été soumis au vote populaire. Or on y indique par exemple que, dès la 3P-4P pour le projet de loi genevois, on doit apprendre à manipuler des robots, à manier des tablettes, etc<sup>2</sup>. Dans les cantons qui se sont engagés à mettre en place le PER, on demande alors des moyens pour l'appliquer...

Ensuite, toutes les études scientifiques que l'association RUNE-Genève a compilées dans une belle bibliographie disponible

sur le site, convergent vers une même tendance: le numérique à l'école n'apporte pas de plus-value, voire dégrade les résultats, le comportement social, l'attention, le sommeil des élèves. Comment peut-on prétendre que d'un seul coup le numérique va révolutionner l'enseignement des maths, de la géographie, de l'histoire, alors que celles et ceux qui ont connu une école obligatoire sans numérique n'ont pas souffert dramatiquement d'un manque particulier? De même, quand on parle de sobriété numérique dans le cadre scolaire, on nous accuse de vouloir retourner à la bougie; mais on ne dit pas ça: on dit simplement de revenir aux années 90.

Concrètement pour l'association RUNE-Genève, l'un des premiers combats a été de lancer une pétition et de bloquer le projet de loi octroyant un crédit pour l'enseignement par le numérique à l'école primaire. Le projet de loi a été refusé en commission, mais il doit encore être voté au Grand Conseil genevois<sup>3</sup>. Contrairement aux autres cantons romands, nous avons trouvé de multiples alliés, tant du côté des Verts, que du PLR, du MCG ou de l'UDC. Ce mouvement est venu de personnes engagées, dynamiques, qui ont créé la structure, qui ont réuni des forces, qui ont organisé des conférences de presse; notre présidente, Anne-Marie Cruz, n'a pas eu peur d'aller se mettre en danger dans l'émission Forum! En fin de compte, RUNE ne s'oppose pas au numérique, mais à l'enseignement par le numérique. Il faut enseigner ce qu'est le numérique aux jeunes, ne serait-ce que pour avoir cette vision techno-critique qui est essentielle.

**On entend de plus en plus parler de «numérique responsable»: vrai tournant ou entourloupe verte?**

De manière générale, il y a pas mal de *greenwashing*, avec de grandes entreprises qui font des déclarations et seront de plus en plus intéressées à verdir leur numérique. Il existe clairement une tendance. Au terme «*responsable*», paternaliste et culpabilisant, je préfère le numérique «*soutenable*», qui tienne compte des limites planétaires: ça a le mérite d'être clair. Un autre terme ne passe pas: la «*sobriété*». Consommer moins? Il semblerait que ce n'est pas tellement ce qu'il faut dire dans les hautes écoles de notre pays! Changer de modèle informatique pour passer aux logiciels libres? Ça ne passe pas non plus: «*il faut former les jeunes à l'informatique qu'ils vont rencontrer dans leur vie professionnelle*» (soit dans les grandes entreprises de l'économie dominante).

Et refuser le capitalisme de surveillance? Les gens en général ne savent pas trop ce que c'est. Avez-vous lu les conditions générales de Google? Certainement pas. Pourtant, c'est une mine de renseignements: on nous dit que les données seront récupérées, qu'elles seront vendues ou données à des partenaires de confiance, que la liste de ces partenaires est privée et secrète; ils peuvent faire ce qu'ils veulent de nos données... et ils le disent assez clairement! Ces partenaires sont peut-être

des agences de profilage, qui vendront les résultats à des régies immobilières, à des assurances maladies, à des Etats, etc. Pour le coup, les initiatives dans la tendance «*numérique responsable*», je ne les vois pas trop aller dans la direction qu'indiquent les trois axes défendus à itopie.

**Plutôt qu'une informatique alternative, ne faudrait-il pas des alternatives à l'informatique?**

C'est évident: là où l'on va dénumériser, là où le numérique n'a pas sa place, il faudra remettre des vrais gens! Ce mouvement est identique avec le climat: moins de pétrole, c'est plus de gens. Tout ce qu'on nous avait dit être positif avec le numérique, on va nous le ressortir. Mais a-t-on le choix? On doit pouvoir dessiner un avenir – qui ne sera pas facile mais pas complètement noir – avec plus d'humains et moins de technologie.

*Propos recueillis par François Friche*

1.Voir *Moins!* n°52, p.7, et aussi: rune-geneve.ch

2. L'un des objectifs inscrit dans le PER en 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> années pour l'«*éducation numérique*» est en effet l'«*initiation à l'utilisation d'appareils numériques (ordinateur, tablette, robot, ...)*», mais aussi la «*découverte*» des «*plateformes*», «*logiciels*» et autres «*applications*» (ndlr).

3. Un premier projet (associé d'un crédit de 22 millions) avait été refusé en commission en 2019; le second (avec 9 millions cette fois-ci), combattu notamment par le collectif RUNE, a subi le même sort en mars de cette année (ndlr)

